



AG DU 1^{er} décembre 2017

Introduction à l'Assemblée Générale de la section des Finances Publiques de la Creuse

Cher(e)s camarades,

Nous nous réunissons aujourd'hui dans ces locaux pour effectuer l'Assemblée Générale Annuelle de notre section. Cet instant est important car il représente le moment privilégié de notre démocratie interne, du compte rendu auprès des syndiqués des différentes actions menées l'année écoulée par les différents mandataires dans nos différentes commissions, le lieu pour élire les membres de la commission exécutive dont la responsabilité au sein de la section est forte vis à vis des syndiqué-e-s, le lieu pour dessiner les grands axes de nos prochaines actions, en concertation avec le syndicat national, la fédération, les Unions Départementales et Locales et la CGT, et finalement le moment privilégié pour débattre tous ensemble de l'état de nos revendications sur tous les sujets syndicaux concernant l'ensemble des syndiqué-e-s et des salarié-e-s.

Le contexte politique international est plus que mouvant et dangereux. Je passe l'arrivée au pouvoir cette année 2017 d'un monstre populiste réactionnaire issu des recoins sombres d'une société à la dérive dont les diatribes twittées peuvent, du jour au lendemain, en l'espace de quelques 140 caractères, conduire le monde à sa perte. Je passe les provocations infantiles d'un despote en mal de pouvoir dont les essais nucléaires pourraient finir par provoquer une 3^{ème} guerre mondiale. Je passe la remise en question d'un Iran au nucléaire civil qui va être de plus en plus tenté par un nucléaire militarisé, bien aidé en cela par la montée en puissance de l'Arabie Saoudite dont les velléités de son jeune prince risquent de mettre à mal toute cette zone, déjà fortement instable. La tentative de démission forcée du 1^{er} ministre libanais n'en est qu'un premier exemple.

Le contexte politique national est-il plus réjouissant ? L'année présidentielle 2017 a vu l'arrivée au pouvoir de l'homme providentiel, présenté par la quasi totalité des médias réjouie, comme l'homme qui va relever la France et, en même temps, faire les réformes si chères à cette petite frange de la société qui contrôle les grandes entreprises, les médias, la finance, etc... En effet, il est l'opérateur de la destruction des grands partis traditionnels (PS et UMP) qui ne savent plus se positionner ou pire encore, qui se repositionnent selon le parti des marcheurs. L'effet de gravité de Jupiter est en effet très fort.

La loi travail XXL, pourtant largement refusée par la population française lorsqu'elle était étiquetée "El Khomry", est une véritable attaque contre la conception issue du consensus de 1945 sur le contrat de travail et in fine le salariat. La remise en cause de la hiérarchie des normes constitue une attaque sans précédent des droits du salarié. Tout faire reposer sur des accords d'entreprise constitue certainement l'attaque la plus frontale contre les syndicats. Chambouler les règles du jeu, c'est permettre une compétition généralisée entre les entreprises et, in fine, entre les salariés. L'idéologie est encore plus perverse lorsqu'elle affirme d'un ton péremptoire, que licencier plus facilement, c'est embaucher plus facilement : cet axiome qui se veut d'une logique implacable est on ne peut moins scientifique car aucune étude sérieuse ne le prouve. De plus, c'est acter qu'un salarié est assimilable à une marchandise. Où est la dignité de l'homme là-dedans ? L'ancien élève de Paul Ricoeur ne s'embarrasse pas de philosophie apparemment.

Le président, désormais présenté comme le président des riches (la masque est enfin tombé même si peu des nôtres étaient dupes), a le toupet de réaliser des coupes budgétaires sur les publics les plus fragiles (5€ d'APL), "et en même temps" exonère de l'effort national les plus riches avec la suppression de l'ISF. La défense de ce dernier projet résiderait dans le concept de ruissellement de l'économie : si les riches sont plus riches, ils investissent plus dans les emplois et les salariés en profitent en bout de course. Est-ce vraiment tenable? Peut-être dans un monde idéal dans lequel le capitalisme serait à visage humain : manque de chance, cela ne peut être le cas. La société financiarisée du 21ème siècle, aidée par les 30 précédentes années de dérégulation bancaire, a poussé à l'actionnarisation des grandes entreprises et à une volonté de rendement de plus en plus forte des industries. Donner aux riches n'enrichit pas l'économie réelle mais uniquement les actionnaires. Il faut tout de suite préciser que la richesse est constituée à 90 % pour les plus grandes fortunes d'actions et obligations en tout genre. Le "nouveau monde" ressemble ainsi étrangement à l'ancien, celui d'avant les acquis sociaux de 1936,45,68 et 81. Le "nouveau monde" que nous, CGT, nous souhaitons, sera dans le prolongement des conquêtes sociales, parce qu'il est nécessaire pour tout un chacun de rêver à de jours meilleurs et parce qu'il est raisonnable de penser que la redistribution des richesses dans un pays comme la France, qui n'a jamais été aussi riche, quoiqu'on essaye de nous faire croire, est commandé par un principe de raison et de justice sociale.

La France est composée de multiples territoires, certains riches, d'autres moins. La Creuse fait figure de parent pauvre : historiquement et géographiquement décentré, peu industrialisé, en manque d'infrastructures en tout genre. L'Etat Providence permet encore aujourd'hui qu'il existe des services publics sur ce territoire mais pour combien de temps encore ? Guéret est, on le sait tous, une ville largement administrative dans laquelle est présente l'ensemble des administrations déconcentrées. La problématique actuelle, déjà lancée par les gouvernements précédents, réside dans la métropolisation de la France, et de fait de l'ensemble de ses services publics. Concrètement, ce qui est à Guéret, va se retrouver à Limoges, et ce qui est à Limoges, va se retrouver à Bordeaux. On commence déjà à voir les effets d'une telle politique, aidée en cela par les suppressions massives d'emplois publics. L'actuelle campagne "Action Publique 2022" veut aller encore plus loin en réalisant un audit général de l'efficacité des politiques publiques en se laissant la possibilité d'abandonner des missions : on s'attend déjà à des conclusions néo libérales, l'audit étant dirigé par un comité d'experts composé de hauts fonctionnaires, économistes et politiques triés sur le volet. Côté privé, on abandonne sur nos territoires les quelques industries qui nous restent, l'Etat, se retrouvant incapable d'infléchir des politiques de destruction d'emploi, alors même qu'il devrait avoir un levier d'action important, étant lui-même actionnaire des différents donneurs d'ordre. Grâce au combat des salariés de Gm&S, qui, je le rappelle, n'est pas terminé, on a pu constater l'incurie des représentants de l'Etat (une nouvelle fois) mais par dessus tout, réaliser la cohésion d'un territoire qui ne veut pas être abandonné (salariés, syndicats, commerçants, collectivités, les familles et j'en passe...). Ce qui est le plus révélateur dans cette histoire, c'est la petite phrase de Jupiter sur les salariés de Gm&S. Au-delà du mépris affiché pour les salariés et les travailleurs, le fait de dire "qu'on peut faire 50 km pour aller travailler" acte de la manière la plus radicale qui soit, qu'un territoire peut bien mourir. La CGT doit être présente dans tous les combats pour protéger les salariés du privé et du public et protéger également de la désertification des territoires des services publics et de l'industrie.

Quid des fonctionnaires ?

Nous demeurons l'éternelle variable d'ajustement des politiques publiques. Le nouveau gouvernement décide ainsi la suppression de 120.000 fonctionnaires. Le point d'indice est à nouveau gelé et le jour de carence est de nouveau rétabli. Que de mesquineries ! Des économies de chandelle, à côté des cadeaux offerts aux grandes fortunes privées et aux patrons !

Quid de la DGFIP et de son avenir ?

Les vagues de suppression d'emplois ne cessent de s'amplifier. Même si les suppressions d'emploi ont ralenti pour l'année 2018 (liée à l'anticipation du PAS), les 5 prochaines années macroniennes vont être terribles pour nos effectifs. Notre administration est toujours et encore considérée comme non prioritaire par les gouvernements successifs : en effet, ce

n'est apparemment pas prioritaire de lutter, par exemple, contre la fraude fiscale, qui fragilise de manière considérable les capacités budgétaires du pays poussant aux réformes que nous dénonçons au quotidien. L'année 2017 a été, une année de fermetures de postes sur tout le territoire et une année de réforme de services (Direction Immobilière de l'Etat et Pôle d'Évaluations Départementales). C'est aussi l'année des attaques contre les syndicats : n'en témoigne la réforme sur les temps accordés à la préparation et restitution de nos CT et CAP, aux niveaux local et national. Les réformes sur les instances syndicales de la loi travail n'augurent rien de bon pour l'avenir de nos propres commissions, qui ne sont, faut-il le souligner, paritaires, que de nom.

Qu'en est-il aujourd'hui de la situation creusoise ?

3 postes ont fermé en 2017 et 9 emplois ont été supprimés.

Pour 2018, création d'un poste spécialisé de santé publique gérant les comptes des hôpitaux et des EHPAD : mal calibré selon nous !

Cette année : 17 emplois vont être supprimés pendant que l'on crée 3 postes d'A+. Cherchez l'erreur ! L'année soit disant "douce" de suppression d'emplois s'avère la plus destructrice que le département n'ait jamais connue. Le processus, pour notre territoire, est clairement en train de s'accélérer. Dans 5, 10 ans maximum, à ce rythme, on ferme boutique.

Devant de telles difficultés, la section CGT creusoise est à un tournant de son histoire : l'avenir paraît sombre et pourtant, il faut continuer à se battre pour les salarié-e-s et les syndiqué-e-s et ne rien lâcher sur les suppressions d'emploi et de postes comptables, sur les missions abandonnées ou transférées, mais également sur les conditions de vie au travail. Tout cela, il faut le faire en bonne entente avec notre syndicat national, dont nous ne sommes, je le rappelle, qu'une émanation locale, et aussi avec notre Union Locale Guérétoise et notre Union Départementale Creusoise : car tous les combats doivent se mener ensemble. Mon dernier mot, avant l'ouverture de l'AG, est pour Philippe qui nous a quittés brutalement il y a maintenant 6 mois, sans lequel, la section creusoise n'en serait pas là où elle en est aujourd'hui, devant vous tous, force de proposition et d'action.